

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Immortels

Immortels les mortels... Une grande et belle initiative vient d'être prise par Régis de Castelnau à la suite d'un double sentiment d'humiliation et d'admiration.

Humiliation face à la décision de faire chanter un rappeur connu pour ses provocations antipatriotiques le 29 mai à Verdun.

Admiration pour ces innombrables Russes qui forment spontanément, le 9 mai, jour de la Victoire, un Régiment immortel en brandissant, dans les rues de toutes les villes de la Fédération, mais aussi à Odesa et dans maintes capitales, les photos des combattants de la Grande Guerre patriotique contre l'Allemagne.

Le rappeur a été décommandé à la suite d'une pétition qui n'est certainement pas assimilable à une campagne de l'extrême droite, comme l'affirme un ministre qui ajoute l'insulte à la provocation. Et Régis de Castelnau, arrière-petit-fils du général qui sauva Verdun, a lancé pour la France, les Français et les amis de la France, l'idée d'un Régiment immortel qui se constitue pour le moment sur le mode virtuel par le biais de Facebook.

Il faut assurer à cet acte patriotique un immense retentissement. Immortels les mortels qui ont combattu pour la France parce qu'ils ne seront jamais morts dans notre mémoire.

Marcel Gauchet

Le malheur français

Banque

Les eaux
troubles

p. 8

Idées

Georges
Bernanos

p. 9

À gauche, le désert

C'est cette impression étrange que l'on a en ce moment lorsque l'on observe la vie politique en France. En effet, la gauche aujourd'hui ne vit qu'à ses deux extrémités. À la gauche de la gauche, que voit-on ? Les rassemblements Nuit debout qui regroupent sous la houlette de l'extrême gauche mouvementiste les doux rêveurs et autres amateurs d'herbe à fumer, avec un soupçon de groupuscule *anar* pour mettre l'ambiance en fin de soirée. Nuit debout éclipsé Mélenchon et l'organisation du Front de Gauche ainsi que le NPA. Le risque de ce mouvement, qui rejette la loi Travail mais élargit l'éventail de ses revendications à des sujets qui n'intéressent peu le travailleur lambda, c'est que l'effort du mouvement social et syndical soit affaibli et noyé.

À la droite de la gauche, Emmanuel Macron est la coqueluche des médias avec le lancement de son nouveau mouvement En marche ! et effectivement, rien ne peut arrêter la marche du ministre de l'Économie vers la droite bon teint, libérale, laissant sur le carreau ses parrains et mentors, François Hollande et Manuel Valls dans un social-libéralisme, déjà passé de mode. Le voilà maintenant qu'il se positionne contre l'ISF !

Et entre les deux, me direz-vous ? Et bien entre les deux, c'est le désert. Le désert idéologique, désert des idées, des structures et désert des carrures. Il y a bien Jean-Christophe Cambadélis qui pendant ce temps-là a tenté de lancer la Belle Alliance Populaire, mais l'écho est resté faible. Erreur de com-

munication tout d'abord : le logo ressemble étrangement à celui d'une marque de vêtements pour homme (Célio). Erreur de *timing* aussi : si l'idée du Premier secrétaire du Parti socialiste est une bonne idée, cette idée arrive hélas un peu tard. En effet, l'idée de fédérer toutes les forces de gauche, a fortiori celles qui en 2012 se sont retrouvées pour constituer la majorité présidentielle de François Hollande n'est rien moins que d'organiser une coordination pour donner plus de cohérence. En cela, l'idée est dans la totale continuité des précédentes majorités et des précédents présidents de la République avaient donnée naissance à des coalitions et à des mouvements tel France Unie avec François Mitterrand et la première UMP avec Jacques Chirac.

À la différence d'aujourd'hui, c'est que ces fédérations ou confédérations partisans ne se sont jamais organisées à la fin d'un mandat ! C'était effectivement dès 2012 et peut-être même avant, pendant la campagne présidentielle qu'il aurait fallu y penser. Ça aurait sans doute évité les cafouillages dans la majorité au début du mandat. D'ailleurs aujourd'hui, la majorité présidentielle n'est plus la même qu'en 2012 : EELV l'a quittée, laissant quelques uns des leurs tenter l'aventure personnelle au gouvernement au prix d'une énième scission et de départs laissant ce parti au bord de la disparition. Il est encore plus évident en 2016 qu'en 2012 que le Front de Gauche et avec lui les communistes du PCF n'en feront jamais parti de cette

Belle Alliance Populaire. Même Robert Hue et son Mouvement des Progressistes a envoyé une fin de non-recevoir à Cambadélis, alors que jusque là il était fidèle au Président et prônait presque même ce type de confédération des gauches. Le Mouvement Républicain et Citoyen, fondé par Jean-Pierre Chevènement, allié par un accord en 2012, ne rejoindra pas lui non plus le mouvement puisqu'il a déjà adoubé son candidat à la prochaine élection présidentielle : Bastien Faudot. Si, reste comme seule formation de gauche un peu consistante le Parti Radical de Gauche, allié traditionnel du PS. Avec ça, quelques partis groupusculaires tels le Front Démocrate de Jean-Luc Benhamias et Écologistes ! de François de Rugy, ces deux formations de centre-gauche s'étant auparavant fédérées dans l'UDE (Union des Démocrates et Écologistes). Autant dire que le dépassement du PS à gauche, souhaité par J-C Cambadélis en est réduit à peanuts !

Enfin, au milieu de tout cela, le Parti socialiste qui tente de demeurer le pôle de centralité de la gauche, y parvient avec grand peine du fait de l'effondrement continu de ses effectifs militants et de la colère des frondeurs qui menacent le parti d'explosion, si ce n'est de disparition. À défaut de réussir à rassembler autour de lui l'ensemble des gauches pour la bataille de 2017, le Parti socialiste va se retrouver en cas de défaite dans la même situation que la vieille SFIO aux prises avec ses vieux démons, et devoir comme celle-ci choisir entre deux options : se refonder en adéquation avec l'électorat populaire de ce début de XXI^e siècle et en référence à un socialisme démocratique désormais centenaire. Ou bien disparaître.

Grégory THOMAS

SOMMAIRE

P 1 : Cible : Immortels - P 2 : Courrier des lecteurs : À gauche, le désert - P 3 : Barbarin-Baupin : La loi de Lynch - Echo des revues : La Russie et le Moyen-Orient. - P 4 : Loi travail : Faire éclater le Droit - Manifestations : Violences urbaines P 5 : Autriche : Le beau Danube bleu - P 5 : Brèves : Serbie, Roumanie, Suède, Nigeria - P 6-7 : Marcel Gauchet : Le malheur français - P 8 : Banques : Les eaux troubles - P 9 : Idées : Bernanos, le retour ? - P 10 : Tintin : Le secret dans l'apparence - P 11 : Famille de France - Les Mercredis de la NAR - P 12 : Édito par Bertrand Renouvin : N'oublions pas la Grèce.

La loi de Lynch

Peu de points communs entre Philippe Barbarin, cardinal, Primat des Gaules, et Denis Baupin, député écologiste, mais une situation commune - celle des personnes publiques soumises à un lynchage médiatique.

Quand on dispose d'une influence excessivement modeste, ce qui est notre cas, on est tenté de tourner la tête quand un lynchage médiatique se déclenche. *Que les hautes personnalités se débrouillent, elles ont les moyens de se défendre !* Tel est le premier réflexe, qui n'est pas le bon. Contre la meute vindicative, il faut défendre la justice et s'exposer à être accusé de complaisance pour le crime.

À *Royaliste*, nous avons défendu le centriste Dominique Baudis et le mitterrandien Roland Dumas, lorsque les médias s'étaient successivement acharnés contre eux deux. Les campagnes déclenchées contre le cardinal Barbarin puis contre Denis Baupin doivent également être dénoncées pour une raison toute simple : les citoyens français doivent faire confiance à la justice de leur pays. La formule est banale, elle ressemble à une ritournelle, mais elle conduit à énoncer une suite de banalités essentielles. Un crime est un crime, un délit est un délit et tous les actes pédophiles, toutes les formes de harcèlement sexuel doivent être punies sans égard pour la qualité des personnes reconnues coupables au terme d'une procédure régulière.

Même s'il est parfaitement étranger au domaine juridique, un citoyen français connaît grâce aux séries policières les pièges de l'enquête et les incertitudes des témoignages, **la présomption d'innocence**, **le secret de l'instruction**, **le débat contradictoire**, **les délais de prescription**. Ces principes, qui marquent la frontière entre la justice et la vengeance, ne sont jamais respectés par les médias : le prévenu est immédiatement déclaré coupable, l'instruction est toujours à charge, il n'y a pas de débat contradictoire puisque les avocats conseillent au client lynché de se taire en attendant que la tempête soit passée.

Après Philippe Barbarin, Denis Baupin est dans cette tempête. Comme le cardinal, tout ce que pourra dire le député pour sa défense sera retenu contre lui et toute parole prononcée par les victimes réelles ou supposées sera tenue pour vraie. De plus, toute prise de position politique ou journalistique qui ne respecterait pas les jugements prononcés par les procureurs médiatiques est et sera dénoncée comme preuve de complicité avec les personnalités visées et comme marque de complaisance pour les pédophiles, les violeurs et les harceleurs.

Les citoyens que nous sommes n'ont pas d'opinions ni d'informations particulières sur le diocèse de Lyon et sur le parti écologiste. Ils attendent sereinement les décisions de justice. Mais ils s'inquiètent et s'indignent de voir que des inquisiteurs s'efforcent de ruiner le principe de la présomption d'innocence et les règles relatives à la prescription.

Annette DELRANCK

La Russie et le Moyen-Orient

Deux revues, *Diplomatie et Moyen-Orient*, tentent dans leur dernière livraison de comprendre la politique russe au Proche-Orient, plus complexe qu'il n'y paraît.

Dès 1853, avec la guerre de Crimée, voilà la Russie impliquée dans la question d'Orient contre l'Empire ottoman qu'elle rêve de chasser d'Europe et de Constantinople. Elle ne décolère pas contre l'attitude du Royaume-Uni et de la France qui luttent aux côtés de la Sublime Porte. Des puissances chrétiennes alliées de « *l'hydre musulman* » !!! C'est cependant après la chute de l'URSS que les liens de l'Etat avec l'Eglise orthodoxe sont vraiment renoués, et celle-ci peut-être un auxiliaire efficace de la politique russe. Cependant Poutine rappelle que l'islam est depuis très longtemps un élément de l'identité russe et que son pays a un statut d'observateur à l'Organisation de la Conférence Islamique.

Dans la crise syrienne, si Moscou est proche de l'axe « *chiite* » Téhéran-Damas, c'est d'abord parce qu'il redoute l'expansion du terrorisme islamiste sunnite dans le Caucase Nord et l'Asie centrale et ensuite pour endiguer la poussée des Etats-Unis et des Européens au Proche-Orient. A cet égard, la crise libyenne de 2011 a constitué un tournant, Britanniques, Américains et Français allant au-delà du mandat onusien. Pour autant, son soutien au régime syrien ne l'empêche pas de s'agacer de la rigidité de son allié.

La Russie par ailleurs n'hésite pas à nourrir des relations fructueuses avec des Etats sunnites comme l'Egypte. Celle-ci voit en elle un partenaire fiable, fidèle à ses alliances et à ses engagements. Elle y voit aussi un débouché fructueux pour ses produits agricoles. La Russie, outre les contrats d'armement, voit dans l'Egypte un Etat tampon entre l'islamisme du Sahara et du Maghreb et celui du Proche-Orient, un partenaire commercial dans le domaine du nucléaire civil, un soutien sunnite au régime syrien. Avec l'Arabie Séoudite les relations commerciales sont en forte progression malgré des désaccords politiques sur le nucléaire iranien et la crise syrienne. Les relations avec la Turquie ont seules vraiment pâti de la crise syrienne.

En Israël enfin, les immigrés russes juifs et non-juifs se répartissent sur l'ensemble du spectre politique, gardent une attache très forte avec la mère patrie et peuvent favoriser l'émergence d'un soft power russe.

Diplomatie n°79 ; mars avril 2016 : *Que fait la Russie au Proche-Orient ?* 8,95€.

Moyen-Orient n°30 ; Avril-juin 2016 : *La Russie au Moyen-Orient. Le coup de poker de Poutine ?* avril-juin 2016 ; 10,95€.

Robert PASTINELLI

Faire éclater le Droit

La modification de la hiérarchie des normes pour tout ce qui concerne le temps de travail au profit des accords d'entreprise est l'un des éléments clefs de la loi El Khomri.

Ce texte marque une étape supplémentaire de la flexibilité du droit du travail visant à faire du Code du travail une source juridique qui, abandonnant sa force impérative, deviendrait, pour l'essentiel, un texte supplétif. Cette évolution a été le produit de textes législatifs émanant, au fil des ans, tant de la gauche de gouvernement que de la droite.

Jusqu'en 1982 la situation était claire : les dispositions du Code du travail étaient impératives et, au nom du principe de faveur, on ne pouvait y déroger par voie d'accord collectif ou individuel ; par ailleurs dans le champ conventionnel, le même principe faisait que les accords d'entreprise ne pouvaient déroger aux accords de branche. C'est l'ordonnance du 1er juin 1982, prise par le gouvernement Mauroy, qui a ouvert la porte, de manière d'abord très limitée, à la possibilité de déroger à la loi par voie conventionnelle dans un sens différent ou moins favorable aux salariés. Ce texte émanant d'un gouvernement de gauche marque le début d'une révolution : il rend le Code du travail flexible dans les domaines fixés par le législateur et il grignote le principe de faveur.

Au long des diverses alternances ce processus se poursuit et se développa dans un large consensus, la seule différence entre droite et gauche étant le niveau où devrait s'exercer la négociation dérogatoire : la gauche privilégiait le niveau de la branche pour des raisons évidentes (meilleure formation des négociateurs syndicaux et harmonisation interentreprises évitant le dumping social) et la droite celui de l'entreprise. La loi Fillon du 4 mai 2004 sur la négociation collective vint uniformiser cette situation au profit des accords d'entreprise. Toutefois le texte permettait aux accords de branche d'interdire toute dérogation à ses propres règles par des accords d'entreprise. Dans la quasi totalité des cas ce fut cette situation qui se produisit : en effet les organisations patronales de branche ayant horreur du désordre juridique - source de concurrence faussée entre les entreprises - verrouillèrent les accords de branche. L'éclatement du droit du travail au niveau de l'entreprise était provisoirement évité.

C'est donc à nouveau un gouvernement socialiste, suivant les recommandations du Medef malgré les réticences de nombreux syndicats patronaux de branche, qui a décidé d'écarter ce dernier rempart : il veut achever le processus, sans aucun doute aggravé par les gouvernements de droite futurs, qui fera de l'entreprise le lieu premier et principal de l'élaboration de la norme de travail. Ce qui facilitera un éclatement du droit et favorisera le dumping social. Le Code du travail n'intervenant plus qu'à défaut d'accord, le débat sur son contenu risque d'être sans importance véritable...

On le voit, à chaque étape de ce processus de déréglementation on retrouve le Parti socialiste qui, abandonnant son projet d'origine, détricote le pacte social et les objectifs du programme du Conseil national de la Résistance.

Patrick BARRAU

Violences urbaines

Des groupes violents accompagnent les manifestations contre la loi El Khomri, agressent les forces de police, caillassent les vitrines de banques, saccagent des magasins. Pourquoi font-ils ça ? Les laisse-t-on vraiment faire ? Pour quelles conséquences ?

À chaque situation politique, son type de manifestation. Après la guerre, les manifestations de 1947 avaient pris parfois un tour insurrectionnel et il avait fallu faire appel à l'armée. Les manifestations de la guerre d'Algérie étaient celle d'une guerre civile de basse intensité en métropole (les morts du métro Charonne) et de haute intensité en Algérie (la fusillade de la rue de l'Isly). Les manifestations de 1968 exprimaient une violence de masse chez les étudiants intriquée à la violence policière. La mort de Malik Oussekkine en 1986, témoignait d'un emploi excessif des forces de police dans une situation tendue. Les protestations contre le contrat-jeune en 1994, contre le CPE en 2007 et contre la réforme des retraites en 2010 étaient à la fois massives et calmes.

C'est la manifestation strasbourgeoise contre l'OTAN, lors du sommet de 2008, qui marque l'entrée en scène spectaculaire du Black Block qui mène une longue guérilla dans la banlieue de Strasbourg et qui incendie le poste de police franco-allemand. On parle de casseurs mais il s'agit de groupes autonomes, très entraînés, qui expriment leurs convictions anarchistes en attaquant physiquement tous ceux qui représentent l'autorité, les banques et des bâtiments publics.

Ces groupes autonomes sont présents et agissants dans toutes les manifestations contre la loi El Khomri et ils utilisent une violence croissante qui prend pour argument les excès commis par certains policiers et transformés en *violence policière*. Ces groupes sont classiquement accusés d'être manipulés, grâce aux policiers infiltrés dans leurs rangs. Cela peut arriver, mais depuis trois mois le gouvernement semble vouloir favoriser, par les consignes de modération qu'il donne, un épuisement du mouvement. Il est clair que cette stratégie est un échec à Paris comme dans plusieurs métropoles régionales - Rennes et Nantes tout particulièrement.

D'où une question : pourquoi les unités de CRS et de gendarmes mobiles n'arrivent pas à repérer, contenir et neutraliser les *autonomes* ? Deux failles doivent être signalées : le dispositif policier est imposant, théoriquement dissuasif mais très lent à manœuvrer à cause de la longueur de la chaîne d'information qui remonte vers un préfet qui tarde parfois à prendre des décisions difficiles ; par ailleurs, les confédérations syndicales et les syndicats étudiants ne disposent plus des services d'ordre imposants qui permettaient autrefois de tenir à distance les provocateurs.

Résultat : alors qu'il n'y a pas de violence de masse dans les manifestations contre la loi travail, les manifestants pris dans les affrontements que les autorités ne savent pas éviter s'énervent et s'en prennent à la police. La tactique des groupes autonomes a créé une opposition entre policiers et manifestants qui est en train de se durcir - alors qu'il aurait fallu rallier les fonctionnaires de police au mouvement. Aux syndicats de trouver la parade !

Sylvie FERNOY

Le beau Danube bleu

L'éventuelle arrivée au pouvoir en Autriche par le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ), assimilable à un coup d'État démocratique, se veut une préfiguration de la nouvelle Europe.

A l'heure où ce commentaire paraîtra, les résultats du second tour des élections présidentielles autrichiennes du 22 mai seront bientôt connus. Le candidat de l'extrême droite arrivé en tête au premier tour le 24 avril avec 35,5 % des voix, Norbert Hofer, l'aura peut-être emporté face à son suivant, le candidat du parti écologiste, Alexander Van der Bellen. Le chancelier, Werner Faymann, social-démocrate, a démissionné le 9 mai, tirant la leçon du désaveu de la coalition au pouvoir entre sociaux-démocrates et conservateurs.

Le président autrichien n'a qu'une fonction protocolaire sauf qu'il est élu au suffrage universel direct et possède donc une légitimité en cas de crise. Il dispose du droit de dissolution et nomme le chancelier. On peut donc tout à fait concevoir que, élu président, Hofer dissolve la Chambre, que le FPÖ gagne les élections législatives et que le chef du parti, Heinz-Christian Strache, soit investi chancelier. Le président peut dans un autre cas de figure favoriser sans élections l'entrée du FPÖ au gouvernement dans le cadre d'une coalition élargie. C'est déjà ce qui se passe dans deux provinces du pays (qui en compte neuf). Ce fut la formule de gouvernement en 2000 entre le conservateur Wolfgang Schüssel et le chef du FPÖ d'alors, Jörg Haider.

Le succès du FPÖ s'explique par la réunification des deux branches du parti. Haider, aujourd'hui décédé, avait quitté le parti pour créer une formation concurrente à l'extrême droite. En bref s'opposaient une sorte de vieille garde issue d'une forme de néonazisme ou de pangermanisme et une version dite postmoderne, libérale sur les questions économiques et sociétales, anti-immigration et anti-islam. Le FPÖ réunifié ne regarde plus vers Berlin qui fait figure de traître. Le chancelier sortant qui avait l'été dernier suivi Mme Merkel dans son accueil des réfugiés avait lui-même dû tourner casaque en se ralliant à la fermeture des frontières, y compris

sur le Brenner avec l'Italie. Cette volte-face vécue par son propre parti comme un reniement fut la cause immédiate de sa chute. L'Autriche qui compte déjà une large population d'origine étrangère, majoritairement turque, a ainsi accueilli en 2015 90 000 réfugiés, soit plus d'un pour cent de sa population totale (8,5 millions d'habitants), comme si la France en avait accueilli 600 000 !

Pour autant, le FPÖ ne veut pas laisser dire qu'il s'est rallié aux thèses hongroises ou slovaques. L'identité de la petite Autriche surtout depuis 1945 a consisté à certes ne pas être allemande mais aussi à se démarquer des hordes ex-communistes venues d'Europe centrale et orientale face auxquelles Vienne incarnerait LA Civilisation. Les Autrichiens qui votent FPÖ se sentent plus proches de l'UDC suisse ou de la Ligue du Nord italienne, ce qui avait fait parler de « populisme alpin » (Jean-Yves Camus). Le FPÖ prétend jouer un rôle de fédérateur de ces tendances où se reconnaissent tant les libéraux néerlandais de Geert Wilders que les rénovateurs du Front national : une droite radicale de gouvernement, ouverte, prête à des compromis dans des coalitions pas nécessairement conservatrices - car libérales ou postmodernes - mais sans choix déchirants, ni ruptures ni révolutions.

L'Autriche n'oublie pas qu'elle fut un pont entre l'Est et l'Ouest, grâce à son statut spécial consacré par le traité d'État de 1955 devenu obsolète après 1989. Elle n'a pas ou plus la nostalgie de la Mitteleuropa ou des Habsbourg ce qui peut lui faire fantasmer la résistance à la conquête ottomane et le siège de Vienne. Par-dessus tout l'Autriche a le souci de sa neutralité, historiquement différente de celle de la Suisse mais qui l'en rapproche, ce qui lui a permis d'accueillir comme elle le siège de nombreuses organisations internationales. Elle se verrait bien aujourd'hui au centre d'une nouvelle Europe reconfigurée autour de ces apparentes notions de liberté, de protection et de neutralité interprétées selon les lignes qui viennent d'être redéfinies.

La vieille Europe avait un bref instant mis l'Autriche au piquet quand M. Haider était entré à la Hofburg. On ne compte plus aujourd'hui le nombre d'États-membres où une formation d'extrême droite participe au pouvoir, y compris dans les pays scandinaves hier les plus virulents. Pour avoir sur réagi hier, l'Union voudrait ignorer ou minimiser le nouveau précédent autrichien.

Yves LA MARCK

Brèves

Serbie

Le 24 avril : Lors des dernières élections législatives, le mouvement monarchiste du Renouveau serbe, membre de la coalition gouvernementale du Premier ministre Aleksandar Vučić, a obtenu trois députés sur 250. Si c'est deux de moins que la précédente législature, il a néanmoins considérablement accru le nombre de ses conseillers municipaux avec des scores compris entre 6 et 33 % des voix dans certaines villes.

Roumanie

Le 28 avril : Selon un dernier sondage, 21 % des Roumains choisiraient la monarchie en cas de référendum contre 62 % en faveur de la République. 61 % des Roumains pensent que la famille royale a un rôle positif pour le pays et 77 % pensent que celui-ci devrait être renforcé. Les deux-tiers des per-

sonnes interrogées pensent également que le pays aurait eu un meilleur avenir si la monarchie avait été restaurée en 1989.

Suède

Le 30 avril : Des centaines de milliers de Suédois se sont rassemblés pour célébrer le 70e anniversaire du roi Charles XVI Gustav. Selon un récent sondage, 65 % des Suédois souhaitent le maintien de la monarchie.

Nigeria

Le 30 avril : Décès du 38e Oba du royaume de Benin à l'âge de 92 ans, Solomon Erediauwu II. Monté sur le trône en 1979, il était connu pour ses talents de médiation dans tous les conflits au sein de la République fédérale. C'est son fils Eheneden Erediauwu qui lui succède sur le trône.

Frédéric de Natal

Le malheur français

Les Français sont collectivement malheureux parce qu'ils n'acceptent pas l'abaissement de la France. Dans son nouveau livre, (1) Marcel Gauchet explique la conjonction de facteurs qui, au cours des quarante dernières années, ont gravement affecté la nation française. Malgré sa perte de puissance et la désertion de ses élites acquises à la mondialisation, à l'Europe de Bruxelles et à l'ultralibéralisme, les Français ont gardé leur conscience historique et la nation a résisté à la dilution. L'impasse politique demeure cependant. Est-il possible d'en sortir ?

L'analyse de Marcel Gauchet est saisissante au sens où le lecteur qui subit plus ou moins lucidement le malheur dont il parle est *saisi* d'effroi devant le tableau récapitulatif des septennats et quinquennats que nous avons vécus depuis le départ du général de Gaulle. On peut discuter dans le détail, se faire plus sévère pour Valéry Giscard d'Estaing et un peu moins pour François Mitterrand mais le regard d'ensemble me paraît incontestable : depuis 1981, les présidents ont fait le contraire de ce qu'ils avaient annoncé, jusqu'à François Hollande qui n'avait pas de projet et qui a tout de même réussi à décevoir.

Bien entendu, Marcel Gauchet ne s'en tient pas à ce jugement qu'il explicite de manière impitoyable. Il n'oublie pas un instant la très longue histoire de France (2) et il montre que depuis 1970 les présidents successifs ont été tantôt les jouets tantôt les agents de puissants facteurs conjugués. Après le choc pétrolier de 1974, l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher en 1979 et de Ronald Reagan en 1981 marque le triomphe de l'ultra-libéralisme. À la même époque, la logique individualiste érode les liens des nations avec leur passé historique et les relations hiérarchiques qui existaient entre les individus : la famille cesse de se concevoir comme cellule sociale de base ; l'enseignement subit à la fois les ravages du pédagogisme et les effets de la crise de l'autorité ; les

derniers éléments de structuration religieuse disparaissent.

Après la chute du Mur, la mondialisation s'annonce comme une déterritorialisation généralisée et bienfaisante tandis que l'Europe - celle des traités - se conçoit comme une entité post-nationale. Dans le chapitre qu'il consacre au « *piège européen* », Marcel Gauchet note que « *L'épreuve de réalité n'a pas de place dans le discours sur [l'Europe]. D'une certaine manière, la construction du socialisme, en d'autres temps, a dû remplir une fonction analogue : quand on essayait d'introduire la question de la réalité effective du fonctionnement de l'URSS, on vous répondait par la grandeur du projet ! Le discours sur l'Europe est toujours incantatoire : il ne porte pas sur la réalité, on ne nous explique jamais le *modus operandi*, c'est un projet politique très curieux qui polarise la volonté du bien.* »

De fait, notre époque est imprégnée d'idéologie mais il ne s'agit pas de ses formes extrêmes, communiste ou national-socialiste : c'est une « *idéologie pratique* », qui n'a pas besoin d'une véritable doctrine et de grands discours devant les foules assemblées. L'ultra-libéralisme affirme tranquillement sa radicalité : il n'y a que des individus qui ont des intérêts et des droits. Cette société des individus se conçoit contre le pouvoir politique, hors de la nation et au-delà de l'histoire. Le passé

est aboli par les désirs individuels, exprimés dans l'instant présent ; le futur est déjà là, dans les anticipations individuelles sur le marché mondialisé. Du coup, il n'y a plus d'utopies politiques mais seulement des anticipations techniciennes qui portent sur les ordinateurs et la post-humanité : « *le néolibéralisme a sa propre utopie, elle lui est immanente : le libertarisme. Il a dévoré l'anarchisme.* » Les médias sont immergés dans cette idéologie, libertarienne et moralisatrice, fondamentalement incapacitante : toute action politique digne de ce nom est récusée et dénoncée sur le mode hystérique qui est typique du gauchisme soixante-huitard qui a pris le pouvoir médiatique : Serge July hier, Michel Field aujourd'hui et bien sûr Edwy Plenel qui « *a recyclé le deuil de ses espérances dans une négativité absolue vis-à-vis des gouvernements en place quels qu'ils soient.* »

Les socialistes ont accepté et absorbé tout ce contenu idéologique. François Mitterrand avait associé le tournant de la rigueur au gauchisme culturel de Jack Lang et Lionel Jospin a masqué l'abandon du social par la promotion du sociétal. Après 1994, les dirigeants français ont abandonné le gouvernement pour la gouvernance et continué de privatiser et de désymboliser la chose publique. Les socialistes ont trahi leurs électeurs mais ils ne se sont pas trahis : ils faisaient partie des élites françaises, ils ont suivi le chemin parcouru par l'ensemble de ces élites. Dans le prolongement de la Révolution française, les nouvelles élites formaient un corps méritocratique voué à la direction des affaires publiques et qui a connu son apogée après la Seconde Guerre mondiale avec l'ENA, les grands services publics et l'ardente obligation du Plan. Après les Trente Glorieuses, « *la dilution de la fonction gouvernante a engendré ce qu'on peut appeler une privatisation morale et sociale des élites.* » L'éthique du service public a été abandonnée au profit de carrières déterminées selon des calculs de rentabilité. Les « *entrepreneurs politiques* » et de nombreux membres de la haute administration sont dans cette lo-

gique parfaitement accordée aux valeurs de l'individualisme.

Comme l'ensemble des élites ouest-européennes, les dirigeants politiques, les grands journalistes et les hommes d'affaires français ont transféré sur la mondialisation un universalisme qui supposait autrefois la médiation nationale. Pour les « *déterritorialisés universels* », les « *territorialisés moisis* » de la France trop petite, repliée sur elle-même, sont des êtres méprisables, vis-à-vis desquels les puissants daignent faire preuve de pédagogie quand ils n'ont pas compris les « *réformes* » destinées à éliminer ringardises et ringards. Telle est la cascade de mépris qui humilie le peuple français et qui explique, pour une bonne part, le succès du national-populisme. Un succès que les élites s'efforcent de contrer par l'intimidation moralisante et par les diverses formes d'une « *intolérance douce* » qui contredit l'apologie libertarienne de la tolérance généralisée.

Les élites françaises, entre autres, sont cependant confrontées à un sérieux problème : l'autodestruction de leur utopie ultra-libérale. Aux États-Unis, modèle des modèles, on n'y a jamais cru puisque nous avons vu, surtout depuis les attentats du 11 septembre, que la défense de la nation était sacrée. L'Union européenne est quant à elle rejetée dès que les peuples sont autorisés à s'exprimer et Bruxelles n'a aucune réponse à apporter à la crise économique pas plus qu'aux arrivées de migrants. Mieux encore, les nations ont résisté à la dilution et il y a chez les peuples une résilience qui s'exprime par la défense de l'identité qui est « *la forme résiduelle du sentiment d'appartenance à une collectivité* » loin de toute surenchère nationaliste.

Il est donc possible d'envisager une réorientation de notre histoire nationale dans la perspective d'un formidable sursaut faisant suite à la période d'humiliation que nous sommes en train de vivre. Ce mouvement se développera sans doute selon la dialectique typiquement française de l'Ancien Régime qui renaît dans le projet révolutionnaire et contre lequel de nouvelles révolutions sont nécessaires : « *la Révolution française accomplit quelque chose de*



l'Ancien Régime et le reprend à son compte avec, pour rançon, le fait que le révolutionnarisme à la française va constamment ramener en son sein un héritage de l'Ancien Régime, en relançant sans cesse l'exigence de rompre avec lui. » Cette dialectique est facile à comprendre pour ceux qui, comme nous, se situent dans la filiation des Monarchiens qui ont voulu faire la Révolution, proclamer les droits de l'homme et abolir les privilèges, mais en donnant à la monarchie sa pleine rationalité au lieu de la détruire. (3) À raison et contre François Furet, Marcel Gauchet proclame que « *la Révolution est interminable.* »

Pour conclure, Marcel Gauchet énonce plusieurs principes pour une réorientation politique. Il faut d'abord une « *nuit du 4 août* » contre la nomenklatura afin de réduire la fracture entre le peuple et des élites qui devront être formées autrement. Il faut agir selon l'histoire de notre pays et non contre tout ce qui nous constitue en nation. Il faut refaire de la politique, ce qui consiste à « *décider collectivement de notre sort.* » Il faut un « *réajustement* » du rapport entre la France et l'Europe. Marcel Gauchet dit aussi que « *la France ne sera jamais plus une grande puissance* » et qu'il n'y a rien à regretter. Cela mérite débat. Il est vrai que la France ne sera jamais plus une grande puissance coloniale, ni une puissance impériale - ce qu'elle était brièvement devenue au rebours de sa vocation nationale. Il est vrai qu'il n'est pas dans la vocation de

la France de dominer l'Europe car à l'encontre de l'affirmation nationaliste, une nation historique se conçoit dans le concert des nations. Mais il faut que la France dispose d'une puissance suffisante pour préserver son vaste domaine terrestre et maritime, pour diffuser sa culture et pour participer au maintien ou au rétablissement des grands équilibres mondiaux - politiques, économiques, écologiques... Dans les dernières lignes, Marcel Gauchet évoque la liberté d'esprit et la capacité d'imagination qui permettent à la France et aux Français d'être utiles au monde et parfois exemplaires. Retrouver une exemplarité française selon notre vocation universaliste : telle est bien l'ambition qui nous arrachera à notre malheur.

Bertrand RENOUVIN

(1) Marcel Gauchet, Éric Conan & François Azouvi - **Comprendre le malheur français**, Stock, coll. Essais-Documents, mars/2016, 378 pages, prix public : 20 €. Les citations sont tirées de cet ouvrage.

(2) Cf. mon éditorial du numéro 1098 : « **La France et ses abîmes.** »

(3) Marcel Gauchet rappelle que « *les républicains sont une rareté dans l'enceinte de la Constituante. L'idée dominante était de faire de la monarchie ce qu'elle devait être, sur la base de l'hypothèse que la rationalité était parfaitement compatible avec la monarchie* » op. cit. page 205.

Les eaux troubles

Joris Luyendijk, citoyen néerlandais, est journaliste et anthropologue. Il publie une remarquable enquête sur le monde de la banque qui aurait tué l'économie en 2008 si les Etats (les contribuables) n'avaient éteint le feu.

L'auteur, qui a rencontré plus de deux cents acteurs du monde bancaire dresse un constat terrifiant. Si l'activité de la banque commerciale est claire, celle de la banque d'investissement est opaque. Animée, dans le *trading* haute fréquence (1), par des scientifiques qui ne savent pas se comprendre entre eux, vendue dans le *trading* de valeurs par des bataillons de personnes venant de tous horizons, ayant pour seule ambition de *faire du fric* rapidement, dans l'amoralité, la banque d'investissement est minée en profondeur.

Les recrutements et les licenciements se font à toute allure. On mesure la terreur ressentie par les personnes interrogées, qui ont des objectifs financiers très élevés, qui peuvent être virés en cinq minutes de l'*open space* (qui sera le prochain appelé ?) et qui sont raccompagnés à la sortie par des vigiles. Il faut donc que les traders se fassent de l'argent très rapidement. Cet argent distribué en salaire et bonus est un marqueur social. Certains, asociaux, se considérant comme les *maîtres du monde*, mesurent leur richesse obtenue à leur talent reconnu. La loyauté est un sentiment étrange qui avait un sens quand les charges d'agent de change étaient détenues par des associés qui répondaient sur leur fortune personnelle des erreurs et malheurs de leur activité, avant que ces entreprises ne soient acquises par des banques, lesquelles, *in fine* s'en remettent au contribuable pour couvrir les pertes. Mais la loyauté envers la banque est morte. Le supérieur hiérarchique doit tenir les objectifs de son équipe. Cette équipe peut à tout moment être débauchée pour être recrutée par la même banque quelques années plus tard avec des rémunérations plus élevées.

Qui contrôle ces opérations complexes, à risque, rémunératrices tant que la musique joue et que les acteurs dansent, comme le disait, en 2007, un

patron de City Bank ? Les équipes de *middle office* ont cette tâche réglementaire mais elles ne doivent pas ennuyer ceux qui créent les bénéfices et la valeur des actions de la banque en Bourse. Les questions sont donc discrètes et posées dans un rapport de sujétion. Le *front office* brille de mille feux. Le *middle office* doit faire profil bas en demandant la permission d'enquêter sur, seulement, quelques opérations pilotées par le *front office*. Ce n'est pas mieux du côté des autorités de régulation et de contrôle qui sont sous-dimensionnées. D'ailleurs, quand les questions sont posées et les réponses données, qui comprend les réponses ?

La confiance du lecteur dans la communication financière des banques sera ébranlée car les réponses ne sont pas vraiment comprises – ou trop partiellement. Même les *quants* (1) ne se comprennent pas. De nombreux témoignages confirment que les dirigeants de banque ne comprennent pas non plus, exactement, ce qui se passe dans les départements prenant les risques, notamment sur les marchés. L'auteur compare la situation des banques à celle d'un passager d'un avion qui, se réveillant, s'aperçoit qu'un moteur est en feu. Aussitôt il le signale au personnel de bord qui lui répond que « *tout est sous contrôle* », sans agir. Le passager, de plus en plus inquiet, insiste pour savoir si le commandant de bord est informé et a pris les mesures adéquates car le feu continue. Le personnel, statique, souriant, lui répond à nouveau que *tout est sous contrôle*. Désespéré, le passager, ouvrant la porte du cockpit, voit avec effroi qu'il n'y a aucun pilote à bord...

Comment remédier à cette situation ? Les pistes de réflexion existent. Il est ainsi absolument nécessaire, comme l'écrit l'auteur, de dissocier les activités de banque commerciale (qui

finance l'économie réelle) de celle de la banque d'investissement (activités spéculatives). Il faut que les citoyens de chaque pays s'approprient ces sujets et posent la question de la nationalisation des banques. Mais comment entraîner dans cette réflexion une gauche allergique à tout sentiment national alors les traders vivent hors-sol, comme des apatrides, et partagent en fait la même conception internationaliste que l'extrême gauche ?

Joris Luyendijk cite le propos d'un recruteur : « *C'est là que la gauche semble égarée. Elle insiste sur la notion de solidarité dans le pays, pour que les gens fortunés soient imposés à un taux plus élevé afin d'aider leurs compatriotes moins favorisés. Mais cette solidarité repose sur un sentiment d'appartenance nationale auquel la gauche est allergique ; l'identité nationale va avec le chauvinisme et le nationalisme, et les affreux suprématistes d'extrême droite... Il est assez ironique que les postmodernistes et beaucoup de théoriciens sociaux contemporains de gauche affirment que tout sentiment d'appartenance est une construction, la tradition une invention et les nations de simples mythes: eh bien, l'élite financière internationale pense exactement la même chose !* »

C'est aux citoyens d'agir via leurs représentants politiques pour qu'une telle situation change radicalement. Or, aujourd'hui, lequel des candidats à la présidentielle 2017 évoque le sujet majeur de la nationalisation du crédit et de la dissociation des activités bancaires ?

Jean LATOUR

(1) Des milliers d'ordres d'achat et de vente, obéissant à des algorithmes mathématiques conçus par des « quants », mathématiciens de talent, passés dans la seconde, par des ordinateurs, contribuent à faire le *marché* et à le troubler.

NB : Mon expérience professionnelle dans la banque commerciale et la banque d'investissement (fusions-acquisitions, IPO - je n'ai cependant pas été dans le trading) confirme la justesse de l'analyse de l'auteur de ce remarquable ouvrage vendu à plus de 300.000 exemplaires aux Pays Bas.

Joris Luyendijk, *Plongée en eau trouble – enquête explosive chez les banquiers*, Plon, 2016. 17,90 €.

Bernanos : Le retour ?

« **U**n enfant qui lit, c'est un candidat de moins pour la télé-réalité. » La boutade m'a fait sourire, mais pas vraiment rire. Qu'en est-il de la lecture aujourd'hui, et notamment de la lecture des classiques ? Faut-il se rassurer, par exemple, grâce à la réédition des *Œuvres romanesques* de Georges Bernanos à La Pléiade, en deux volumes ? Sans aucun doute, mais avec cette réserve que la célèbre collection est tout de même assez élitiste, et pas très à la portée des jeunes gens. Ceux de ma génération se précipitaient sur le livre de poche, afin de satisfaire leur faim de littérature. Qu'en est-il aujourd'hui ? Il faudrait procéder à une enquête approfondie, mais mon impression est que l'auteur de *Sous le soleil de Satan* est à redécouvrir par une génération sans guère de mémoire. Oh certes, il y a d'heureuses exceptions et parfois des surprises, mais il faut se faire à l'idée qu'il y a eu rupture de transmission, ce qui d'ailleurs était une des obsessions de l'écrivain. N'étant plus une valeur patrimoniale, Bernanos pourrait au moins bénéficier de cet avantage d'être redécouvert avec des yeux neufs. Quelle impression alors peut-il produire, lui qui est tout de même d'une autre époque ? Et aussi, d'une autre culture. Peut-on seulement entrer dans l'univers bernanosien, lorsqu'on ne possède pas la clé du surnaturel qui seul rend compte de son exploration de l'âme humaine ? La question est légitime, si l'on songe que ses héros sont avant tout des prêtres et que ses modèles sont d'abord ses « amis, les saints ».

Mais en même temps, la plongée dans ses romans a tôt fait de révéler que l'art sulpicien n'y est pas vraiment la règle et que la quête du salut y est un combat âpre, côtoyant la révolte et le désespoir. Le style, le climat, la peinture des mœurs évoquent l'expressionnisme, ce courant artistique né au début du XXe siècle. On y trouve une sorte de déformation heurtée de la réalité, avec des visions angoissantes, une intensité extrême des sentiments, des conflits intérieurs. Même le chef d'œuvre qu'est *Journal d'un curé de campagne* n'échappe pas à cette tonalité sombre, où l'abîme et la folie sont sans cesse en embuscade, en dépit d'un dénouement qui projette sur l'ensemble du récit la lueur du « tout est grâce ». Mais l'exploration du mal va jusqu'à conduire le romancier à congédier ses petits prêtres héroïques, les Donissan, les Chevanche, le curé d'Ambricourt pour se vouer à un étrange enfer contemporain, celui du maléfique monsieur Ouine, l'ambiguïté faite homme, le nihilisme achevé. Dans une étude très précise des romans de Bernanos, Monique Gosselin-Noat marque la place unique de cet ouvrage déconcertant à bien des égards : « *Monsieur Ouine* est "un grand roman" selon l'expression même de Bernanos. C'est ce qu'il a voulu. Mais il s'est mesuré à une tâche presque inhumaine : la figuration du mal moderne par un récit de forme très nouvelle, précisément pour rendre compte de la nature monstrueuse et sans précédent de ce mal. De ce fait, en dépit de très grandes réussites, ce roman reste un cas limite, ce dont témoigne la difficulté éprouvée par nombre de grands lecteurs pourtant très cultivés à y pénétrer et à terminer. »



Le sujet de Monsieur Ouine ? « *Le roman figure la décomposition, après la guerre de 14, du monde moderne dont le village est le microcosme à travers une sorte de récit mythique qui est d'abord un récit d'apprentissage mais d'un apprentissage manqué.* » Le romancier est allé ainsi jusqu'au bout de sa propre interrogation sur la civilisation contemporaine, telle qu'elle émerge de la Première Guerre mondiale, à laquelle il a participé comme combattant. Pour lui, le cataclysme vécu par des millions d'hommes est un démenti catégorique à l'optimisme scientifique et rationaliste, dont Ernest Renan et Marcellin Berthelot ont été les choryphées. Il semble d'ailleurs que l'homme de *L'avenir de la science* ait servi de modèle à *Monsieur Ouine*. Ce Renan qui avait écrit : « *Qui sait en un mot si la science infinie n'amènera pas le pouvoir infini, selon le beau mot baconien : savoir c'est pouvoir ?... Un seul pouvoir gouvernera le monde, ce sera la science, et ce sera l'esprit.* » Rien ne pouvait être plus contraire à celui qui contemplait le désastre né de la puissance destructrice de la technique. Dès ce moment, Bernanos est en disposition pour écrire *La France contre les robots*, ce manifeste pour contredire le progressisme des lendemains de la seconde, la pire, tragédie du XXe siècle.

Préalablement à cette farouche opposition à l'optimisme technicien, il y a l'obsession intérieure d'un salut qui n'a rien à voir avec la religion du progrès. « *Au train où va le monde, nous saurons peut-être bientôt si l'homme peut se réconcilier avec lui-même, au point d'oublier sans retour ce que nous appelons de son vrai nom l'antique Paradis sur terre, la Joie perdue, le Royaume perdu de la Joie.* » Le romancier, en explorant l'abîme, n'a donc nullement renoncé au secret intime de son héroïne, Chantal de Clergerie. Il apparaît plus que jamais comme notre Dostoïevski. Malraux l'avait parfaitement compris, dès sa première lecture. Encore le regard sacerdotal est-il plus prégnant chez lui que chez l'auteur des *Frères Karamazov*, ainsi qu'il l'avait confié à Frédéric Lefebvre dès la parution de son premier roman, *Sous le soleil de Satan*. Il y a autant chez lui l'obsession de la possession, mais celle-ci surmonte toujours la tentation d'une curiosité sans amour, par l'appel au regard qui sauve parce qu'il aime. Même la *Nouvelle histoire de Mouchette*, qui est laïque, sans intervention explicite du surnaturel, ne se conclut pas sans la compassion du narrateur pour la pauvre enfant qui se noie volontairement. On pourrait penser à un conte de Maupassant. Non, écrit Monique Gosselin-Noat, l'écrivain « *mét des paroles sur cette voix presque sans mot qui sourd en elle. Dans une certaine mesure aussi cette voix narrative accompagne musicalement ce destin tragique pour suggérer une rédemption possible.* »

Lu aujourd'hui, Bernanos peut-il être compris ? La littérature désespérante, souvent féminine, s'affirme sous un jour cru et même cruel, qui n'est pas sans quelque ressemblance avec le négatif de l'écriture bernanosienne. Mais il y manque la touche d'espérance qui affecte les récits les plus désolés du romancier de *L'imposture*. Ce peut être l'occasion d'une confrontation directe. Lorsqu'un Houellebecq consent à livrer ses affinités les plus profondes, c'est Péguy et Bernanos qu'il invoque, alors que son propre univers semble dépourvu de la source indicible qui fait sans cesse renaître la joie. Ce pourrait bien être le signe, en négatif, d'un appel secret. Bernanos pourrait revenir en notre temps, pour avoir exploré la blessure dont le monde présent n'est toujours pas guéri.

Gérard LECLERC

Monique Gosselin-Noat, **Bernanos romancier du surnaturel**, Editions Pierre-Guillaume de Roux, 2015, 22,90 €.

Le secret dans l'apparence

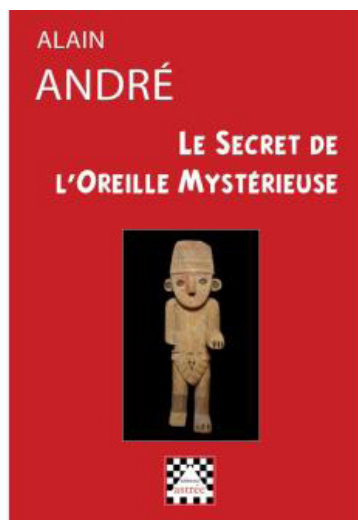
Professionnel de l'investigation, Alain André a repris l'énigmatique affaire du vol du fétiche à l'oreille cassée. Avec lui, l'enquête policière est un voyage métaphysique, à l'épreuve des apparences et des disparitions.

Comme toute œuvre universelle, les albums d'Hergé sont d'inépuisables réserves de significations qui suscitent des approches philosophiques, psychanalytiques, idéologiques, religieuses... Voici l'approche policière : Tintin est accompagné dans l'une de ses aventures - L'Oreille cassée - par un vrai commandant de police, qui opère comme superviseur tout au long du dangereux voyage qui conduit le toujours jeune reporter de la rue du Labrador vers l'Amérique latine des révolutions militaires et des peuples de l'origine.

L'histoire est bien connue : un fétiche en bois provenant de la tribu des Arumbayas est volé au Musée Ethnographique. Le lendemain, la statuette est remise en place et une lettre anonyme explique que le fétiche a été momentanément dérobé à la suite d'un pari. Or Tintin s'aperçoit que la statuette est une copie car ses deux oreilles sont intactes alors que l'oreille droite de l'original était cassée. La mort du sculpteur Balthazar ajoute au mystère car son suicide au gaz masque un assassinat. Poursuivi par deux bandits qui convoient la statuette volée, le coupable, un certain Rodrigo Tortilla, s'embarque pour l'Amérique latine et disparaît une nuit de sa cabine, probablement jeté par-dessus bord. Tintin, qui a pris le bateau sous un déguisement, est projeté dans les épisodes révolutionnaires qui secouent le San Theodoros puis dans la jungle amazonienne. Chez les Arumbayas, il apprend que le fétiche à l'oreille cassée recèle un diamant qui finira au fond de la mer au cours d'une bagarre entre Tintin et les deux bandits.

Tout est bien qui finit presque bien. Le diamant est perdu mais surtout l'énigme n'est pas résolue car Hergé n'explique pas quand, comment et par qui le fétiche arumbaya a été volé au Musée Ethnographique. Mis au défi par une lettre anonyme - cela ne s'invente pas - de résoudre l'énigme, Alain André a repris cette affaire à laquelle il a consacré huit années de recherches puis un livre. (1) Il serait dommage de révéler les conclu-

sions de l'enquête, qui est tout autre chose qu'un divertissement érudit pour tintinophiles avertis. Comme le détective Dupin cherchant la lettre volée dans la nouvelle d'Edgar Poe, Alain André nous entraîne dans ce qui est présenté par son éditeur comme une *quête initiatique* et qui me paraît plutôt relever de l'enquête philosophique sur le secret dans l'apparence.



Le détective Dupin découvre que la lettre volée puis cachée a été mise en évidence de telle manière qu'on la voit comme un papier insignifiant. Dans L'Oreille cassée, Tintin et notre commandant de police sont également confrontés à des objets mis en évidence - un même fétiche qui se révèle **autre** à cause d'un détail - et cette mise en évidence devient proliférante vers la fin de l'histoire tant il y a de statuettes arumbaya dans les vitrines. Dans la nouvelle d'Edgar Poe, nul n'ignore que la lettre volée recèle un secret alors que le motif du vol du fétiche reste longtemps mystérieux. Il y a un secret dans l'apparence de la statuette et ce secret ne peut apparaître brièvement - le diamant qui tombe à l'eau - que si l'on a pu démêler le vrai du faux, distinguer de manière claire et distincte l'original de sa copie. Les statuettes qu'on vole et qui transissent apparaissent distinctement mais sont pourtant des illusions. La clarté

vient au terme de la longue et périlleuse enquête de Tintin, par révélation et non par observation du réel tel qu'il se donne à voir. D'ailleurs, Alain André explique que l'enquêteur peut être mis sur la bonne piste par un élément absent sur le lieu du crime alors qu'il aurait dû logiquement s'y trouver. Le secret contenu dans la statuette est quant à lui dans sa symbolique. Banalement, les deux bandits veulent le diamant pour le monnayer alors que le diamant vaut par ce qu'il évoque : l'éternité, la force, la constance, la résistance à la peur et au mal. Il y a dans L'Oreille cassée une ascension hors du monde du mensonge, du vol et du meurtre vers l'éthique au terme de laquelle les deux bandits qui se noient sont entraînés vers l'enfer par trois démons tandis que Tintin est toujours miraculeusement sauvé.

Les variations sur le thème du secret dans l'apparence ne concernent pas seulement le fétiche. Lorsqu'elle fait visiter à Tintin l'appartement du sculpteur assassiné, la concierge fait remarquer au jeune reporter un tableau peint par l'artiste : « *Regardez ces fleurs, comme elles sont naturelles ; on dirait qu'elles vont rire...* » Le rire est leur nature secrète ! Il y a le secret numérolgique des choses, savamment étudié par Alain André. Il y a, sur le paquebot Ville-de-Lyon, les passagers qui présentent des apparences sans secret, malgré les soupçons des deux bandits, ou qui révèlent à leur corps défendant l'infime secret d'une apparence - en l'occurrence une perruque. Il y a surtout, sur le même paquebot, le secret de la cabine 17, censée être occupée par l'assassin du sculpteur Balthazar : n'apparaît pas celui qui n'était pas là puisque nul ne voit Rodrigo Tortilla, détenteur supposé de la véritable statuette, tomber à la mer.

L'enquête policière se déploie ainsi dans un récit énigmatique qui est imbriqué dans des aventures tumultueuses. Mais c'est aussi une méta-enquête qui porte sur Tintin - que sait-il au juste sur le destin de Rodrigo Tortilla ? - et sur Hergé lui-même qui a construit une intrigue complètement maîtrisée tout en laissant entendre qu'il avait quelque peu perdu le contrôle de l'histoire. Le père de Tintin voulait sans doute préserver le secret caché dans le maquis des faux-semblants, des illusions et des substitutions pour intriguer ses lecteurs et les pousser à chercher la solution de l'énigme. Le secret se transmet sous le sceau du secret.

Bertrand RENOUVIN

(1) Alain André - *Le secret de l'oreille mystérieuse*, Éd. Astrée, 2015, 198 p, 22,50 €



Famille de France

La fondation Saint-Louis (fondée par feu le comte de Paris Henri d'Orléans et en charge des domaines royaux de Dreux et d'Amboise) remet une nouvelle fois en cause le droit d'usage de Madame la duchesse de Montpensier, Marie-Thérèse de Wurtemberg, sur sa résidence au sein du Domaine royal de Dreux. La Fondation a décidé de porter l'affaire en justice afin d'obtenir son expulsion du domaine royal. Son fils cadet, le prince Jean a publiquement exprimé sa colère et reste persuadé qu'à travers sa mère, âgée de 82 ans, c'est sa personne qui est directement visée dans cette affaire.

Le mercredi 4 mai 2016, le colonel Jean-Jacques Fatinet, chef de corps du régiment, dans la salle d'honneur du 4e Régiment de Chasseurs de Gap a accueilli le prince Jean d'Orléans, héritier de la couronne de France. Il devient officiellement le parrain du 4e Régiment de Chasseurs.

Nommé colonel de réserve l'été dernier, son parrainage fut initié il y a deux ans par le précédent chef de corps, le colonel Dirou. Et c'est au nom de son frère aîné le prince François, comte de Clermont, que le prince Jean a accepté cette responsabilité.

Il est notamment descendant de Louis Bourbon-Condé, comte de Clermont et prince de sang royal qui a créé le 4e RCh le 7 mai 1758.

Le colonel Jean-Jacques Fatinet a déclaré « *Soyez-en certain, Prince, votre parrainage nous honore car il met en lumières les racines séculaires de notre régiment, ancré dans la tradition militaire de notre beau pays, la France, pour laquelle nous acceptons, nous soldats du XXIe siècle, de porter les armes...* »

Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans nos locaux (38 rue Sibuet Paris 12^e) pour un débat avec un conférencier, une personnalité politique ou un écrivain. Accueil à partir de 19 h 30. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée. La conférence commence à 20 h précises et elle s'achève à 22 h. Une carte d'Abonné des Mercredis annuelle (15 euros) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir le programme des conférences. Après la conférence, à 22 h, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 euros).

Mercredi 25 mai : Historien, membre du comité de rédaction de la revue « *Guerre et Histoire* », chargé d'études à la « *Revue Défense nationale* », **Laurent HENNINGER** avait été notre invité pour la célébration du soixante-dixième anniversaire de la bataille de Stalingrad et nous avait ensuite expliqué les conquêtes arabes. Il se prononce dans une étude récemment publiée « *Pour une révolution française dans les affaires militaires.* »

Nous assistons en effet à la généralisation des sociétés militaires privées qui tendent à supplanter les armées nationales dans les tâches logistiques mais aussi dans les combats. Peut-on accepter la création de multinationales de mercenaires au détriment des Etats ? On constate par ailleurs une confusion croissante entre les forces militaires, la police et la gendarmerie alors que l'action guerrière n'est pas du même ordre que la protection des citoyens dans le cadre d'un Etat de droit. Les affaires militaires de la France sont à repenser dans le cadre d'un projet diplomatique et stratégique délivré du carcan de l'OTAN.

Mercredi 1er juin : Juriste et historien, auteur de plusieurs romans, **Marc DESAUBLIAUX** vient de publier une nouvelle édition de l'ouvrage qu'il a consacré à « *La fin du parti royaliste - 1889-1890* » et qui avait été couronné par l'Académie française en 1986.

S'appuyant sur de très nombreux ouvrages, sur la presse monarchiste de l'époque et sur des livres de témoins, Marc Desaubliaux raconte la désorientation des royalistes, leur effacement, leurs divisions à la fin du 19^{ème} siècle et leur glissement progressif de la tradition libérale et parlementaire vers l'antiparlementarisme et le nationalisme. Quand le comte de Paris meurt en 1894, il laisse une situation catastrophique à son fils Philippe, duc d'Orléans, qui va être confronté à la montée en puissance de l'Action française. L'ouvrage de Marc Desaubliaux ne concerne pas les seuls royalistes : il permet de mieux comprendre l'histoire politique de la France avant et pendant la Seconde Guerre mondiale.

Bulletin d'abonnement à Royaliste

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse Internet :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

NAR - Bloc C - boîte 13 - 38 rue Sibuet - 75012 Paris

Abonnement, adhésion et librairie

règlement à l'ordre de :

la Nouvelle Action royaliste (NAR)

La nation et l'universel,

prix public : 18 € (frais de port offert gracieusement).

Règlement à l'ordre de la NAR

info@nouvelle-action-royaliste.fr

Communiquer avec la NAR

info@nouvelle-action-royaliste.fr

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

<http://www.dailymotion.com/nouvelle-action-royaliste>

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Tél. : 01.42.97.42.57

Grande braderie permanente ! dans les locaux :

livres anciens de 2 à 5 €

et livres récents à moitié prix

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration

Bloc C - B.L. 13
38, rue Sibuet - 75012 Paris

Directeur politique :
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint :
Christophe Barret

Directeur de la publication :
Yvan Aumont

Rédacteur en chef :
Alain-Paul Nicolas

Com. paritaire : 05 14 - G
84 801
ISSN 0151-5772

N'oublions pas la Grèce

La Grèce souffre, dans le silence médiatique. Cela ne signifie pas que la Grèce souffre en silence : grèves et manifestations, parfois violentes, ponctuent la révolte d'un peuple trahi, meurtri par l'imposture, le mensonge, la corruption des élites, l'appauvrissement et la misère.

Rien n'y fait. Alexis Tsipras est toujours aux affaires, affirmant comme tous les ministres de toutes les collaborations qu'il est là pour éviter le pire. Vraiment ? La production industrielle, les exportations et les ventes de détail sont en baisse alors que le taux de chômage dépasse 24% pour une offre d'emploi dérisoire. (1) Le troisième mémorandum austéritaire a totalement échoué et Berlin, Bruxelles et Washington s'accordent par-delà leurs divergences sur le renforcement de l'austérité. Sur la scène grecque, se joue une pièce absurde : la dette publique n'est pas remboursable, l'austérité qui vise à dégager un excédent budgétaire « *primaire* » (2) interdit que cet objectif soit atteint et même si la Grèce était en mesure de rembourser une partie de sa dette elle n'y gagnerait rien : 95% de l'aide financière accordée à la Grèce depuis 2010 est retournée aux créanciers du pays ! Réputés voleurs et paresseux, les Grecs ont été dupés par des gens qui, à Berlin, à Bruxelles et à Paris, ne songeaient qu'à sauver leurs amis banquiers et qui se servent des mécanismes de l'aide comme moyens de chantage et d'asphyxie.

Les négociations entre le gouvernement grec, l'Eurogroupe et le Fonds monétaire international sont absurdes du point de vue économique et financier mais elles sont l'effet d'un projet politique redoutablement cohérent. Tout a été fait pour que le gouvernement grec cède en juillet dernier parce que le triomphe d'une ligne anti-austéritaire conduisant à une sortie de l'euro aurait donné une formidable impulsion aux gauches dites radicales en Espagne, en Italie, en France... Telle était la crainte exprimée à Berlin et Bruxelles. Tel était notre espoir car nous pouvions raisonnablement penser que le rétablissement économique et social de la Grèce revenue à la drachme permettrait une radicalisation effective des gauches anti-austéritaires en vue de l'explosion de la zone euro.

De fait, la Commission européenne et l'Eurogroupe ne se contentent pas de contrôler brutalement la Grèce : leur objectif déclaré, anti-démocratique, est d'exercer une contrainte renforcée sur les budgets nationaux, quels que soient les programmes des gouvernements élus en Espagne, au Portugal, en Italie ou en France. Il faut bien sûr dire et répéter que le rééquilibrage budgétaire est parfaitement néfaste en période de crise mais ne cherchons pas, à Bruxelles et à Berlin, des preuves d'ignorance, de bêtise ou de perversité. En Grèce comme dans tous les autres pays, l'austérité n'est pas un objectif économique et financier mais un choix politique cohérent. Le milieu dirigeant veut réduire les dépenses publiques pour étendre plus encore les privatisations, les dirigeants des grandes entreprises privées ont intérêt à la réduction des droits sociaux et à la baisse des salaires, les banquiers ont intérêt à l'endettement sans fin. L'Euro, le Marché, les Réformes structurelles et leurs organes dédiés – Commission, Eurogroupe, Banque centrale européenne – assurent ces immenses avantages et procurent un immense confort à l'élite du pouvoir et des affaires.

Mais jusqu'à quand ? N'oublions pas la Grèce. Parce que son peuple souffre. Parce qu'elle est le laboratoire de l'austérité infinie. Parce qu'elle nous a donné un exemple politique que nous devons opposer aux mirages du spontanéisme. Il faut un parti avec un programme et un leader. Il faut un parti de rassemblement sur un objectif immédiat : l'écclatement de la zone euro pour la libération des peuples et des nations. Il faut que ce parti obtienne la majorité parlementaire, seul ou par voie de coalition. Il faut que les dirigeants élus affirment et confirment sans cesse leur légitimité en appliquant leur programme. On dira que c'est un rêve. J'observe que les militants qui ont porté Syriza au pouvoir, sorti Podemos de la marginalité et soutenu Bernie Sanders dans sa magnifique campagne sont partis de rien et sont allés très vite. En quelques mois, en quelques années, il est possible de tout emporter.

Bertrand RENOUVIN

(1) Pour une information complète, cf. les blogs ou articles de Panagiotis Grigoriou, Costas Lapavistas, Olivier Delorme, Jacques Sapir, Romaric Godin.

(2) Hors service de la dette.

